

LANGUES RÉGIONALES

Une mobilisation bon enfant, malgré une bousculade et un président « enfariné »

À l'appel d'un collectif national, des centaines de personnes se sont retrouvées, ce samedi, un peu partout en Alsace pour défendre les langues régionales. Un mouvement faisant la part belle aux débats et aux slogans humoristiques, malgré une algarade entre le conseiller régional (RN) Christian Zimmermann et le député (LR) Jacques Cattin. Et un président de Région, Jean Rottner, hué et enfariné.

Les drapeaux rouge et blanc flottaient samedi matin devant les locaux de l'association Eltern Alsace à Colmar, dont les grilles étaient couvertes de messages en faveur de la langue régionale et de l'enseignement immersif. Lequel, a-t-on notamment pu lire, « rend les enfants heureux et les adultes aussi », soit, en version originale, « Immersion macht Kinder froh und Erwachsene ebenso ». Quelque 200 personnes, parmi lesquelles beaucoup de promoteurs du bilinguisme mais aussi des candidats aux prochaines élections, se sont retrouvées à l'appel du collectif « Pour que vivent nos langues », lancé avant la décision du Conseil constitutionnel de censurer cette pédagogie (lire nos précédentes éditions).

Le conseiller régional Christian Zimmermann porte plainte contre le député Jacques Cattin

Sachant que la présence de politiques, notamment de représentants d'Unser Land, était « inévitable », les coorganisateur ont fait en sorte de ne pas leur laisser la tribune, et Romain Spinali, candidat à Mulhouse, sans étiquette mais soutenu par Unser Land, qui a librement pris la parole, a été rapidement prié de rendre le micro. L'ambiance largement bon enfant n'a cependant pas évité quelques remous.

Le président de la région Grand Est, Jean Rottner, a ainsi eu droit non seulement à des huées, mais aussi à un jet de farine de la part d'un manifestant, alors qu'il s'apprêtait à quitter la manifestation. Selon plusieurs témoins, le député Jacques Cattin a alors vivement réagi en voyant le conseiller régional Christian Zimmermann (RN) photographier la scène avec son téléphone. Dans l'altercation, ce dernier a indiqué avoir été frappé au visage, puis « projeté au sol ». Il a porté plainte contre son « agresseur » à la gendarmerie de Neuf-Brisach.

Regrettant « la façon dont Jean Rottner a été traité », la fédération Alsace bilingue, par la voix



Des parents d'élèves étaient notamment mobilisés samedi, avec divers slogans, pour défendre un enseignement immersif et plus largement bilingue. Photo L'Alsace/Vanessa MEYER

Les symptômes d'une campagne exacerbée

L'enfarinage de Jean Rottner, président (LR) de la Région Grand Est, et le coup de sang du député haut-rhinois Jacques Cattin (LR), ce samedi à Colmar, sont les prémices d'une campagne électorale exacerbée et les symptômes d'une réorganisation territoriale qui ne passe toujours pas. Le fait que ces dérapages inexcusables se soient déroulés en marge d'une manifestation en faveur des langues régionales en dit long sur l'impasse démocratique dans laquelle les candidats se trouvent projetés : quand les mots ne portent plus, ce sont les coups qui parlent.

Jean Rottner ne pouvait ignorer que sa présence dans un rassemblement aux accents régionalistes allait susciter quelques mouvements d'humeur, mais pas à ce point-là. Incarnation du pouvoir et de la réforme régionale, Manuel Valls avait aussi été enfariné en son temps à Strasbourg. Le président de la

Région a pris l'affront avec humour, préférant y voir un « hommage à la pâtisserie alsacienne » que de s'engager dans une riposte qu'il savait contre-productive. Son colistier, Jacques Cattin, n'a pas le même sang-froid que le médecin urgentiste. Son coup de poing et sa tentative de plaquage sur le conseiller régional frontiste Christian Zimmermann donnent une piètre image de la fonction de parlementaire.

La majorité sortante de Jean Rottner (LR-UDI-Centristes) et la liste du Rassemblement national sont au coude-à-coude dans ces élections régionales qui charrient de vieux ressentiments, des peurs irrationnelles, une incompréhension démocratique et des relents populistes. Les événements de Colmar en sont les tristes stigmates.

Franck BUCHY

de son président Pierre Klein, a rappelé qu'« en démocratie c'est par le dialogue que l'on doit agir pour faire valoir ses idées ». Ce à quoi se sont efforcés des centaines d'autres participants.

« Nous ne sommes pas seuls aujourd'hui »

« Même si nous sommes moins nombreux que dans d'autres régions, nous comptons sur une centaine de points de mobilisation... que Paris voie qu'il y a une vague de fond », a commenté Claude Froehlicher, président d'Eltern Alsace. Gisèle Mattes, directrice de l'école maternelle ABCM d'Ingersheim, s'en est elle aussi réjouie : « Nous ne sommes pas seuls aujourd'hui à défendre notre langue régionale. »

Les parents d'élèves sont venus défendre cette scolarité à 100 % en alsacien et en allemand jusqu'au CP. Ainsy, Christophe, dont le fils Alexandre, 5 ans, « est plus à l'aise et comprend mieux l'allemand » que ses deux

ainés scolarisés dans le système paritaire au même âge. Ou Isabelle, ancienne mère d'élève d'ABCM, regrettant qu'« en Alsace, on soit toujours obligé de faire ses preuves » : « La décision du Conseil constitutionnel remet en cause un apprentissage linguistique qui se fait depuis des décades dans d'autres régions ». Le réseau associatif étant mis à

mal, « il faut le soutenir », est ensuite intervenu à la tribune Jean-Marie Woehrling, président de Culture et bilinguisme, sous les applaudissements. Ce dernier suggère un projet de loi pour un financement spécifique des écoles hors contrat. Ce serait possible « en un rien de temps », assure-t-il. Autre solution : modifier l'article 2 de la Constitution.

En Bretagne, des milliers de manifestants, 200 en Corse avec des chants polyphoniques

Des mobilisations pour la défense des langues régionales ont eu lieu dans toute la France, ce samedi. Des milliers de personnes ont ainsi manifesté à Guingamp pour défendre « l'enseignement immersif » en langue régionale. « Les gens sont là parce qu'ils ont peur que les écoles associatives soient fermées. La décision du Conseil constitutionnel pourrait leur enlever tout leur financement », elle « remet en cause une méthode pédagogique utilisée depuis

plus de 50 ans », a déclaré le député du Morbihan Paul Molac (Libertés et territoires), présent parmi les 6 000 manifestants bretons (selon la préfecture, 10 000 selon les organisateurs). Il est l'auteur de la loi sur les langues régionales, votée le 8 avril à l'Assemblée et retoquée partiellement le 21 mai par le Conseil constitutionnel.

À Bastia, des chants polyphoniques corses ont clôturé, en fin de matinée, la manifestation d'un peu moins de deux cents

personnes, dont le leader du mouvement indépendantiste « Corsica libera » et président de l'Assemblée de Corse, Jean-Guy Talamoni, devant les locaux de l'inspection académique pour la défense de langue corse.

À Lille également, une quarantaine de personnes sont venues réclamer au rectorat l'enseignement en primaire du picard dès la rentrée 2021 et le recrutement d'enseignants de flamand.



Jean Rottner, président de la Région Grand Est, a été enfariné ce samedi matin à Colmar, en marge de la manifestation pour les langues régionales. Capture d'écran

« La langue de la République est le français, il suffirait d'ajouter "sans préjudice pour les langues régionales" », avance Pierre Klein, président de la fédération Alsace bilingue.

Pour un office public de la langue d'Alsace doté d'un budget propre

D'autres propositions ont été faites à la tribune : que l'Éducation nationale développe davantage le bilinguisme paritaire ; qu'elle intègre une option sur la langue, l'Histoire et la culture régionale dans les classes publiques. Ou enfin que, pour « travailler ensemble », les collectivités regroupées dans un syndicat intercommunal créent, avec l'État, un office public de la langue d'Alsace doté d'un budget propre.

D'autres rassemblements ont eu lieu à travers l'Alsace, autour des écoles du réseau ABCM-Zweischprachigkeit. « Dans les hautes sphères, certains croient que transmettre une langue régionale peut être un danger pour la République », s'étonne Audrey Kopp, directrice de la Sequoia Schule de Saverne. Pour elle, au contraire, cette méthode « ouvre des possibilités d'apprentissage des langues étrangères ».

Dans la cour du site de Hague-nau, ils étaient une soixantaine

de parents d'élèves, vêtus aux couleurs du drapeau alsacien, en rouge et blanc. « C'est une nécessité pour que la langue ne disparaisse pas et réintègre l'espace social et familial. Cela faisait plus de 70 ans qu'il n'y avait pas eu de loi en faveur des langues régionales », a souligné Pascale Lux.

À l'école de Gerstheim, à 10 h, au son de l'hymne alsacien, 25 parents d'élèves ont déployé pancartes et banderoles. Sarah Moessmer, représentante de l'association des parents d'élèves Les Misela, a déclaré : « Pour la rentrée prochaine, nous enregistrons une très forte augmentation des inscriptions, ce qui montre que la culture régionale ne se limite pas aux kougelhöpfs et aux spaetzle ! »

« Maman, pourquoi je ne peux plus parler alsacien ? »

La veille, un rassemblement s'était déjà tenu sur le site d'Ingersheim, comme devant l'école de Schweighouse-sur-Moder, où une trentaine de personnes ont notamment arboré ce message : « Maman, warum kann isch nimmeh elsassisch redde ? », « Maman, pourquoi je ne peux plus parler alsacien ? » Une question qu'ils étaient des centaines à se poser.

Catherine CHENCINER avec les agences de L'Alsace et des DNA

Meubles Meier
Des idées pour rêver... des meubles pour vivre

03 89 68 35 10 / www.meublesmeier.fr

23 RUE DE LA LIBERATION
68870 BARTENHEIM-LA-CHAUSSÉE

DU 21 MAI AU 21 JUIN 2021

-60% -10% -20% -50% -40%
DESTOCKAGE!
SUITE AU CONFINEMENT
-10% -60% -40%

et sur toutes nos **GRANDES MARQUES :**



MEUBLES HERTRICH

03 88 85 50 15 / www.meubles-hertrich.com
5 RUE DES ALLIÉES
67680 EFFINGE